



KPMG S.A.
Quai de Leith
124 rue du Magasin Général
CS 20028
59941 Dunkerque Cedex 02

ASSOCIATION FEDERATION ATMO FRANCE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024
ASSOCIATION FEDERATION ATMO FRANCE
7 rue Crillon - 75004 PARIS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.
Quai de Leith
124 rue du Magasin Général
CS 20028
59941 Dunkerque Cedex 02

ASSOCIATION FEDERATION ATMO FRANCE

7 rue Crillon - 75004 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association FEDERATION ATMO FRANCE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association FEDERATION ATMO FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère



approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment sur la comptabilisation des fonds dédiés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

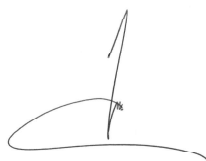
Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Dunkerque, le 15 mai 2025

KPMG S.A.



Benjamin Fayeulle

Commissaire aux comptes

BILAN ACTIF AU 31/12/2024

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Autres Immobilisations incorporelles	60 291	60 291	0	0
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres Immobilisations corporelles	32 601	28 345	4 256	1 345
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	345		345	345
Total I	93 237	88 636	4 601	1 690
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	364 093		364 093	105 091
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	163 164		163 164	146 895
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	110 757		110 757	252 975
Charges constatées d'avance				
Total II	638 014	0	638 014	504 961
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	731 251	88 636	642 613	506 651

BILAN PASSIF AU 31/12/2024

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES *		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	138 010	128 822
Report à nouveau	30 745	30 745
Excédent ou déficit de l'exercice	67 465	9 188
Situation nette (sous total)	236 220	168 755
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total I	236 220	168 755
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	160 067	153 582
Total II	160 067	153 582
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total III	0	0
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	65 893	77 212
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	141 687	33 331
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	3 747	73 770
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	35 000	
Total IV	246 327	184 313
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	642 613	506 651



COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	406 881	367 481
Ventes de biens et services (refacturations)	14 277	33 170
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service		
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	169 000	196 817
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Utilisations des fonds dédiés	34 515	47 064
Autres produits		
Total I	624 673	644 532
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	200 423	218 224
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	1 167	1 204
Salaires et traitements	232 677	216 323
Charges sociales	79 369	77 031
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 444	1 031
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés	41 000	63 817
Autres charges		41 298
Total II	556 080	618 928
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	68 593	25 604
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	31	112
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	31	112
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	0	0
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	31	112
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	0	0
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	1 159	16 529
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	1 159	16 529
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-1 159	-16 529
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	624 704	644 644
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	557 239	635 457
EXCEDENT OU DEFICIT	67 465	9 188
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	293 979	156 114
TOTAL	293 979	156 114
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	293 979	156 114
TOTAL	293 979	156 114

Annexe aux états financiers

Exercice comptable 2024

➤ Introduction

Créée en 2000 par les associations agréées de surveillance de la qualité de l'air (AASQA), la Fédération Atmo France est une association régie par la loi 1901 qui poursuit un objectif d'intérêt général : contribuer, aux côtés des autres acteurs nationaux, à doter la France d'un dispositif assurant la surveillance de la qualité de l'air et l'évaluation des actions visant à l'améliorer.

Elle fédère un réseau de 18 Associations Agréées de Surveillance de la Qualité de l'Air (AASQA – 1 par région administrative dans l'hexagone et en outre-mer) et 1 Association de Surveillance de la Qualité de l'Air (ASQA) située en Nouvelle-Calédonie. En effet, au vu du statut politique particulier de la Nouvelle-Calédonie, la loi LAURE et l'ensemble du corpus réglementaire métropolitain relatif à la qualité de l'air ne s'y appliquent pas.

Les missions de la Fédération sont :

- Animer le réseau des AASQA ;
- Identifier les grands enjeux liés à l'air et prendre part aux débats ;
- Contribuer à la diffusion de l'information et conduire des actions de sensibilisation auprès des différents acteurs nationaux (préfets, élus, Ministères...) ;
- Représenter et promouvoir les AASQA.

➤ Etats financiers

Les états financiers de la Fédération Atmo France pour l'exercice ouvert le 1er janvier et clos le 31 décembre 2024 présente les caractéristiques suivantes :

Total du bilan	642 613 €
Produit d'exploitation	624 672 €
Montant du résultat	67 465 €

Les notes et les tableaux présentés dans cette annexe font partie intégrante des comptes annuels.

➤ Règles et méthodes

1. Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- Le bilan
- Le compte de résultat
- L'annexe

2. Méthode générale

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux règlements ANC 2014-3 et ANC 2018-06 et selon les hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

3. Immobilisation et amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue indiquée dans le tableau d'amortissement. Les durées d'amortissements retenues sont les suivantes (en année) :

Immobilisations	Durée d'amortissement
Logiciels	1 an
Matériel informatique	3 à 5 ans
Sites internet	3 ans

Au 31 décembre 2024, les immobilisations se présentent comme suit :

Rubrique	Valeur brute à l'ouverture	Augmentation	Diminution	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	60 291 €	0 €	0 €	60 291 €
Immobilisations corporelles	28 248 €	4 354 €	0 €	32 601 €
TOTAL	88 539 €	4 354 €	0 €	92 892 €

Au 31 décembre 2024, les amortissements se présentent comme suit :

Rubrique	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentation : Dotations de l'exercice	Diminution d'amortissements de l'exercice	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	60 292 €	0 €	0 €	60 292 €
Immobilisations corporelles	26 902 €	1 444 €	0 €	28 345 €
TOTAL	87 194 €	1 444 €	0 €	88 638 €

4. Provisions

Au 31 décembre 2024, les provisions se présentent comme suit :

Rubrique	Provisions au début de l'exercice	Augmentation : Dotations de l'exercice	Diminution : Reprise de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	0 €	0 €	0 €	0 €
Provisions pour risques et charges	0 €	0 €	0 €	0 €
Provisions pour dépréciation	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL	0 €	0 €	0 €	0 €

5. Etat des créances et des dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Au 31 décembre 2024, l'échéances des créances et des dettes se présente comme suit :

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Actif immobilisé	345 €		345 €
Actif circulant	527 257 €	527 257 €	
TOTAL	527 602 €	527 257 €	345 €

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts				
Fournisseurs	65 893 €	65 893 €		

Dettes fiscales et sociales	141 687 €	141 687 €		
Autres dettes	3 747 €	3 747 €		
Produits constatés d'avance	35 000 €	35 000 €		
TOTAL	246 327 €	246 327 €		

6. Variation des fonds propres

	31/12/2023	+	-	31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise				
Fonds propres avec droit de reprise				
Ecart de réévaluation				
Réserves	128 822€	9 188€		138 010 €
Report à nouveau	30 745€			30 745 €
Excédent ou déficit de l'exercice	9 188 €	67 465 €	9 188€	67 465 €
Situation nette	168 721 €	76 653 €	-9 188 €	236 220 €
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement				
Provision règlementées				
TOTAL	168 721 €	76 653 €	-9 188 €	236 220 €

7. Variation des fonds dédiés

Projet	Montant à l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation de fonds dédiés	Transfert entre fonds dédiés	Solde à la fin de l'exercice	Fonds dédiés sans dépense depuis 2 ans
Subvention HCC	15 000 €	0 €	15 000 €	0 €	0 €	0 €
Subventions projet AQAMETHA	54 765 €	0 €	4 765 €	0 €	50 000 €	0 €
Cotisations 25 ans Atmo France	20 000 €	0 €	0 €	-20 000 €	0 €	0 €
Interpollen	0 €	6 000 €	0 €	20 000 €	26 000 €	0 €
Fiches solutions mobilités	55 817 €	0 €	6 750 €	0 €	49 067 €	0 €
Mise à jour du guide comptable des AASQA	8 000 €	0 €	8 000 €	0 €	0 €	0 €
Revision guide PCIT	0 €	35 000 €			35 000 €	
TOTAL	153 582 €	46 000 €	34 515 €	0 €	160 067 €	0 €

8. Ressources

Les ressources de la Fédération Atmo France se composent :

- Des cotisations des AASQA ;
- De la subvention du Ministère de la Transition écologique pour notre mission de représentation et de coordination des AASQA ;
- De subventions dans le cadre de projets portés par Atmo France pour les AASQA ;
- De refacturations aux AASQA qui sont, pour la plupart des avances de frais effectuées par la Fédération et réparties entre AASQA dans un souci d'échelle.

Ressources	2023	2024
Cotisations des AASQA	367 481 €	406 881 €
Subvention MTECT	135 000 €	135 000 €
Emploi aidé	5 000 €	0 €
Autres subventions	55 817 €	35 000 €
Refacturations	33 170 €	14 277 €
TOTAL	597 468 €	591 158 €

9. Effectif

Au 31 décembre, en personne physique

	2023	2024
Cadres	3	4
ETAM	2	1
TOTAL	5	5

	2023	2024
Femmes	5	5
Hommes	0	0
TOTAL	5	5

	2023	2024
CDI	4	4
CDD/apprentissage	1	1
TOTAL	5	5

10. Evènement post-clôture

- **Primes de fin d'année**

De coutume et en fonction du résultat d'exploitation de l'année, les salariés perçoivent une prime en fin d'année. Compte tenu des charges de personnel plus élevées en 2025, il a été décidé par l'ensemble des membres du Bureau d'Atmo France de provisionner cette prime selon le temps de travail annuel de chaque salariée.

11. Contribution volontaire en nature

Sur l'exercice 2024, les contributions volontaires en natures des AASQA s'élèvent à 293 979 € selon le détail suivant :

AASQA	Instances	Projets et Groupes de travail	Sous-total AASQA
Air PL	1 073,41 €	16 879,43 €	17 952,84 €
Atmo AuRA	47 121,87 €	26 123,63 €	73 245,50 €
Atmo BFC	4 988,47 €	4 571,43 €	9 559,90 €
Atmo HdF	2 589,75 €	3 165,25 €	5 755,00 €
Atmo NA	27 155,67 €	10 362,73 €	37 518,40 €
Atmo Normandie	484,00 €	12 998,00 €	13 482,00 €
Atmo Occitanie	44 452,35 €	21 827,78 €	66 280,13 €
Atmo Réunion	480,00 €	7 800,00 €	8 280,00 €
Hawa Mayotte	731,50 €	1 137,50 €	1 869,00 €
Lig'Air	11 828,73 €	21 444,55 €	33 273,28 €
Madininair	1 922,00 €	16 250,00 €	18 172,00 €
Qualitair Corse	173,20 €	3 607,54 €	3 780,74 €
Scalair	4 810,54 €		4 810,54 €
TOTAL	147 811 €	146 168 €	293 979 €

Les contributions volontaires en nature correspondent aux participations et contributions des membres des AASQA. Conformément au plan comptable analytique des AASQA et sur la base de leurs déclarations, nous distinguons deux types de contributions volontaires :

- **La participation aux réunions d'instances et commissions d'ATMO France :**
Il correspond au temps passé aux réunions telles que le Bureau ou la commission stratégique ainsi que le temps de préparation à ces réunions par les membres de nos AASQA adhérentes ;
- **Les contributions aux groupes de travail et projet :**
Il s'agit de comptabiliser le temps de travail sur les projets d'intérêt national ainsi que le temps consacré aux différents groupes de travail nationaux.